



Extract of FSU-95 Val d'Oise

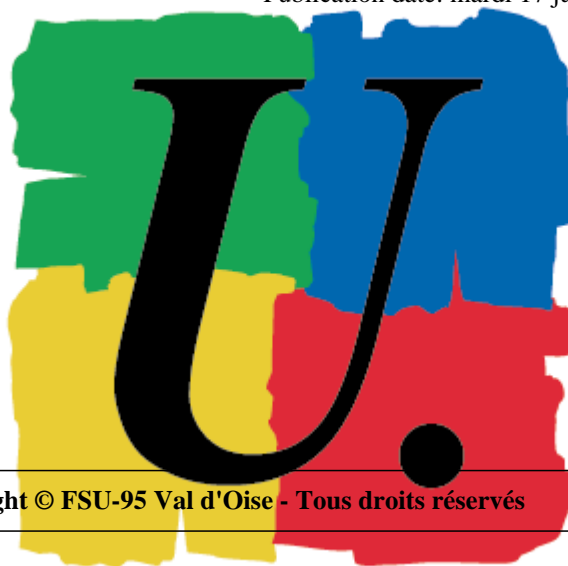
<http://fsu95.fsu.fr/La-FSU-soutient-la-mobilisation.html>

Réforme ferroviaire

La FSU soutient la mobilisation des cheminots

- actualité2018 - Actualité -

Publication date: mardi 17 juin 2014



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

F.S.U.95

Réforme ferroviaire : la FSU soutient la mobilisation pour un service public de qualité !

Le projet de loi de réforme ferroviaire arrive devant le parlement.

Sous couvert de l'unification de 2 établissements, il amène en réalité un morcellement supplémentaire de la SNCF en 3 établissements pour faire face à l'ouverture à la concurrence. En effet, dans le cadre de la libéralisation du transport européen, ce projet ouvre la voie à une privatisation de la SNCF.

Dénoncé par les salariés en grève depuis 7 jours, il est loin de répondre aux enjeux du service public ferroviaire fret et voyageurs.

La FSU soutient cette mobilisation et estime que l'opposition entre les usagers et les personnels du système ferroviaire est non seulement injuste mais aussi totalement contre-productive. De même les tentatives d'instrumentalisation autour du bac.

En effet, notre pays a besoin d'un service public ferroviaire fret et voyageurs de qualité, dans le respect du développement durable, et sur l'ensemble du territoire. L'ouverture à la concurrence privée et la recherche de rentabilité financière ne le permettra pas.

Tous les citoyens sont donc concernés par un débat qui aujourd'hui n'a pas lieu.

Les questions du désendettement et du financement de ces transports doivent être effectivement traitées mais de manière à permettre le développement nécessaire du système ferroviaire tout en assurant la qualité et la sécurité du réseau dans une logique de service public.

Il est aussi nécessaire pour développer le système ferroviaire, de conforter les missions de services publics des agents de la SNCF, préserver leurs droits, répondre à leurs attentes et de les rassembler dans l'objectif commun de réaliser un service public de qualité.

Le gouvernement doit entendre les agents de la SNCF plutôt que de les stigmatiser aux yeux de l'opinion publique et ouvrir le dialogue social en acceptant de négocier avec les salariés qui défendent un projet au service de l'intérêt général.

Les parlementaires doivent donc donner le temps nécessaire du débat pour la défense du service public ferroviaire.

Les Lilas le 17 juin 2014